

INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR
DES ARTS ET DE L'ACTION CULTURELLE

SANKOFA

REVUE IVOIRIENNE DES ARTS ET DE LA CULTURE



N°4 2013

N°4, Vol 1, Juin 2013

ISSN : 2226-5503

SANKOFA



Revue scientifique des Arts, de la Culture, des Lettres et Sciences Humaines

**Publication semestrielle de l'Institut National
Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle**

Numéro coordonné par

Institut National des Arts et de l'Action
culturelle
Boulevard de l'Université
08 BP 49 Abidjan 08

UFR Information, Communication et Art
(UFRICA)
Université de Cocody-Abidjan
BP V 34 ABIDJAN

ISBN: 978-2-9535414-0-3

EAN: 9782953541441

REVUE IVOIRIENNE DES ARTS ET DE LA CULTURE

DIRECTION SCIENTIFIQUE : Prof. KOUADIO N'guessan Jérémie

Rédacteur en chef : Dr GORAN Koffi Modeste Armand

Rédacteur en chef adjoint : Dr ADIGRAN Jean-Pierre

COMITE SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

Pr. KOUADIO N'guessan Jérémie, Université de Cocody

Pr. LEZOU Dago Gérard, Université de Cocody

Pr. KONATE Yacouba, Université de Cocody

Pr. SIDIBE Valy, Université de Cocody

Pr. N'DA Paul, Ecole Normale Supérieure

Pr. ABOLOU Camille Roger, Université de Bouaké

Pr. CHIRON Eliane, Université Paris 1 (France)

Pr. ABIDINE Mohamed, Université de Tunis (Tunisie)

Pr. BROU Benjamin, Université de Lille/Ecole des Beaux-arts de la Martinique (France)

Pr. LELEU Jean-Louis, Université de Nice Sophia-Antipolis (France)

Pr. MELOCHE Eric, Université François-Rabelais (France)

Pr. De LANNOY Michel, Université François-Rabelais (France)

Pr. SCHEINFEIGEL Maxime, Université Paul-Valéry-Montpellier III (France)

Pr. LIBER Gérard, Université Paul-Valéry-Montpellier III (France)

Pr. ROLOT Christian, Université Paul-Valéry-Montpellier III (France)

Pr. ACHEMCHAME Julien, Université Paul-Valéry-Montpellier III (France)

Pr. LE BIHAN Loig, Université Paul-Valéry-Montpellier III (France)

COMITE DE REDACTION

ADIGRAN Jean-Pierre

NANGA-ADJAFI Angéline

GORAN Koffi Modeste Armand

HIEN Sié

KAMATE Banhouman

KOUASSI Adack

OYOROU Benson

ABOLOU Camille Roger

MARKETING ET PUBLICITE

INSAAC

INFOGRAPHIE/WEB MASTER

AMANI Yao

EDITEUR : INSAAC

Sommaire

Editorial

Goran Modeste Armand Koffi

5

Arts

Atchoua N'Guessan Julien

10

L'image sociale de l'acteur politique et la question de la gouvernance dans les œuvres de production musicale en cote d'ivoire

Kablan Adiaba Vincent

27

Itinéraire pour une lisibilité des didascalies

Ndinga Nziengui Alphonse

40

De la beauté féminine dans la société traditionnelle gabonaise

Silué Gnénébelougo

59

Le détournement du tragique dans les funérailles en pays senoufo

Communication

Adhépeau Julien L. Michel

78

Organisations politiques et usages des TIC en Côte d'Ivoire : une analyse des sites web des leaders politiques du FPI, du RDR et du PDCI

Bazyomo Emile Pierre

89

Communication gouvernementale et medias publics burkinabè : l'impérative nécessité d'un nouveau contrat

Biyélé François

109

L'Afrique dans la mondialisation de la communication : entre domination et résistance

Toa Jules Evariste Agnini

122

Les entreprises multilingues face aux enjeux de la communication interne en Afrique noire francophone

Histoire et Géographie

Allogho Nkoghe Fidèle

140

Plaidoyer pour une géographie engagée dans l'éducation du citoyen

Mambani Jean-Bernard

158

Mobilités urbaines, déplacements et échanges à Mouila (Gabon)

Namoi Ahiza Célestine, Koffi Brou Martine & Aka Adou Les conflits fonciers entre hommes et femmes en Afrique de l'ouest	173
Palm Domba Jean-Marc La section voltaïque du Parti du Regroupement Africain (PRA) [1958-1980]	197
Tossou Rogatien M. Le pouvoir local entre ethnicité et fraternité au Bénin : la situation dans le département des collines de 2002 à 2008	217

Langues et Lettres

Djiman Kasimi Textualizing politics as self-aggrandizement in Wolé Soyinka's <i>King baabu</i>	239
Coulibaly Amara L'écriture du scepticisme chez Pascal Laine	248
Boukandou Annie-Paule Lecture sociocritique du crime rituel dans l'espace romanesque	266
Gnaléga René La femme noire chez Jean Cocteau	282
Sidibé Charles-Adolphe <i>La bête noire</i> d'Isaïe Biton Koulibaly : entre gender studies et queer studies	294

LE POUVOIR LOCAL ENTRE ETHNICITE ET FRATERNITE AU BENIN : LA SITUATION DANS LE DEPARTEMENT DES COLLINES DE 2002 A 2008

Tossou Rogatien M.
Université d'Abomey-Calavi

RESUME

L'actuel département des Collines, situé dans le Moyen-Bénin et qui a vu le jour avec la réforme administrative territoriale de 1999 était, à l'époque précoloniale, composé de divers peuples relevant de l'ancien royaume du Danxomè. Après la conquête de ce royaume par la France en 1894 suivi des traités de protectorat signés avec ces peuples, le colonisateur a créé le cercle de Savalou- Carnotville (Karl, 1974 : 274-296). Ce cercle couvrait toute la région de l'actuel département des Collines et quelques communes du Nord-Bénin à savoir Bassila et Tchaourou.

Savalou était donc devenu cercle du moyen Dahomey à l'époque coloniale et avait à sa tête un administrateur colonial, le Commandant de cercle. Ce cercle dont le chef-lieu était Savalou, comprenait les cantons de Savè, Savalou, Dassa-Zoumè, Ouèssè, Kilibo, Djalloukou, Bantè.

Avec la proclamation de l'indépendance le 1^{er} août 1960, le Dahomey opéra une réforme administrative dans la même année. Cette réforme a créé les Sous-préfectures de Savalou, de Savè et de Dassa-Zoumè. En 1978 intervint une autre réforme qui donna naissance aux sous-préfectures de Bantè, de Glazoué et de Ouèssè. Désormais, le Zou-Nord comprenait six Sous préfectures. Ce sont ces dernières qui ont été transformées en communes en 1999 pour être dirigées par des Maires élus en 2003 et 2008.

Mots-clés : Ethnicité – Fraternité – Pouvoir Local – Département - Décentralisation.

INTRODUCTION

Le département des Collines compte six communes de droit commun. C'est un département dont les populations dominantes sont soit de l'aire culturelle Yoruba-Nago soit de l'aire culturelle Fon. Depuis février 2003,

toutes les communes du Bénin sont dirigées par des Maires démocratiquement élus.

En effet, le processus de la décentralisation au Bénin remonte à la conférence de 1990 où il a été adopté le principe d'une refonte totale du système de l'administration territoriale béninoise. De même, la constitution du 11 décembre 1990 met l'accent sur cette réforme à travers ses articles 150, 151, 152 et 153.

La nouvelle réforme administrative territoriale au Bénin a donc vu le jour en 1999 avec l'adoption de cinq lois sur la décentralisation. Cette réforme est donc entrée en vigueur avec la première élection locale qui a eu lieu en décembre 2002 et janvier 2003. En avril 2008, le Bénin était à sa deuxième élection locale. Dés lors, les deux bornes chronologiques retenues à savoir 2002 et 2008 correspondent à l'organisation respective de ces deux élections communales et municipales. Le problème fondamental est de savoir comment se gère le pouvoir local dans le département des Collines à travers une diversité de groupes ethniques et de pluralisme politique ?

De nombreuses interrogations se dégagent : Quel a été le rôle des pouvoirs exécutif et législatif dans l'avènement de la décentralisation au Bénin ? Comment s'établissent, pour les élections municipales et communales, les listes des candidats dans le Département des Collines ?

I- APPROCHE METHODOLOGIQUE

La méthodologie adoptée pour recueillir les informations sur la présente étude a consisté en une exploitation systématique des sources écrites sur la décentralisation et le développement à la base. La recherche documentaire a alors privilégié l'exploitation des études disponibles à savoir les travaux généraux et spécifiques publiés sur les collectivités locales et le développement à la base, les documents juridiques notamment les lois, textes et décrets sur la décentralisation.

Cette recherche documentaire est appuyée par une enquête de terrain auprès des acteurs de la gestion du pouvoir local. Elle s'est déroulée du 10 au 15 septembre 2012 dans les six communes du département des Collines à savoir : Dassa, Savalou, Bantè, Glazoué, Savè et Ouèssè. L'enquête s'est effectuée auprès de Maires ou de leurs Adjoints, des Chefs d'arrondissement ou Conseillers en vue de se rendre compte des critères de choix des membres des conseils communaux ou le processus de leur "*consécration*"¹⁸⁹. L'enquête a été aussi réalisée auprès des certaines personnes ressources intervenant ou impliquées dans la vie politique des communes. Des agents des mairies, des acteurs de la société civile, des rois et certains individus pris isolément ont été également interviewés.

¹⁸⁹ Le mot est utilisé par notre informateur Akpo Léon, ancien deuxième Adjoint au Maire de la commune de Dassa-Zoumè (2003-2008) et actuel Chef d'arrondissement de Dassa I (2008-2013), Professeur Certifié d'Histoire-Géographie et Directeur du Collège d'Enseignement Général de Dassa 2. Informations recueillies le 13 septembre 2012 dans son bureau à l'Arrondissement.

La méthodologie constituée de la recherche documentaire et de l'enquête sur le terrain a permis d'obtenir un certain nombre d'informations que sont traitées.

II- RESULTATS

2.1- Bref historique de la réforme de l'administration territoriale au Bénin

Le fondement des cinq lois de la réforme de l'administration territoriale au Bénin remonte à la Conférence nationale des forces vives (CNFV) de février 1990. Cette conférence a, en effet, insisté sur la nécessité d'une réforme de l'administration territoriale. La nouvelle Constitution du 11 décembre de la même année a posé le principe de la libre administration des collectivités locales par des conseils élus (articles 150, 151, 152 et 153)¹⁹⁰. Cette Constitution a voulu une décentralisation intégrale et immédiate à partir des 6 départements et des 77 communes de plein exercice.

Les Etats généraux de l'administration territoriale tenus à Cotonou du 7 au 10 janvier 1993 ont permis de déterminer les principes directeurs de la nouvelle organisation de l'administration territoriale. Le comité de suivi des recommandations des Etats généraux de l'administration territoriale mis en place a élaboré, entre 1993 et 1994, le cadre légal de la décentralisation et de la déconcentration. C'est dans cette logique que furent proposées d'abord la loi d'orientation portant organisation de l'administration et ensuite, les lois d'application portant sur : organisation des communes, régime électoral, régime financier et organisation des communes à statut particulier. Ce projet de loi d'orientation a reçu en février 1995, l'avis de la Cour suprême et, en avril 1995 son approbation en Conseil des ministres. Il devrait être transmis à l'Assemblée nationale mais le projet est encore retourné à la Cour constitutionnelle pour avis.

En juin 1995, à l'ouverture du Séminaire de programmation de la réforme, le Président de la République Nicéphore D. Soglo déclarait :

Si la consolidation de la démocratie est l'un des éléments fondamentaux pour construire le Bénin du renouveau, la réforme de l'administration territoriale constitue une des exigences incontournables (...). Il s'agit, droit et en fait, de rapprocher l'administration de l'administré et de permettre aux populations de nos villes et nos campagnes de prendre en mains leur propre destin en gérant leurs ressources grâce à

¹⁹⁰ Article 150 : Les collectivités territoriales de la République sont créées par la loi.

Article 151 : Ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions prévues par la loi

Article 152 ; Aucune dépense de souveraineté de l'Etat ne saurait être imputée à leur budget.

Article 153 : L'Etat veille au développement harmonieux de toutes les collectivités territoriales sur la base de la solidarité nationale, des potentialités régionales et de l'équilibre inter-régional.

l'exercice effectif du pouvoir local au niveau de la commune »
(Agenda des communes, 2010 : 8).

En janvier 1996, la Cour suprême donna son avis sur le projet sous réserve de l'ajuster. L'ajustement des quatre avant-projets de loi sur la décentralisation et la déconcentration par le comité de suivi des Etats généraux de 1993 a eu lieu en février 1996. Ces avant-projets de loi ont reçu leur approbation en Conseil des ministres le 17 juillet 1996 puis transmis à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, en 1997, le comité de suivi des décisions de ces Etats généraux a été transformé en une administration spéciale chargée d'assurer la mise en œuvre de la politique de décentralisation : la Mission de décentralisation. De même, la Maison des collectivités locales est la nouvelle structure créée et elle se charge de préparer l'arrivée des futures communes.

Lors de l'ouverture de la première session ordinaire le 7 avril 1997, Bruno Amoussou, Président de l'Assemblée nationale déclarait :

Les travaux de la présente session seront essentiellement consacrés à l'étude et à l'adoption des lois relatives à la décentralisation de l'administration territoriale. Malgré la forte demande des populations, il ne nous a pas été possible d'enrôler plus tôt cet important dossier...

C'est dans cette perspective que le 09 mai 1997, la Commission des lois de l'Assemblée nationale débutent les travaux sur ces projets. Ceci abouti au vote en session extraordinaire du 04 au 11 août 1997 de la loi N° 97-028 d'orientation portant organisation de l'administration territoriale au Bénin et de la loi N° 029 portant organisation des communes en République du Bénin. Le Président de la République, dans sa Lettre au Président de l'Assemblée nationale du 16 août de la même année, demande une seconde lecture des deux lois votées. De même, le 15 octobre 1997, le Président de la République envoie encore une autre lettre au Président de l'Assemblée nationale spécifiant la demande pour la session d'automne de l'institution parlementaire de secondes lectures pour les trois projets de loi restants et insistant sur l'urgence ;

(...) l'importance que mon gouvernement attache au vote des projets de loi sur la décentralisation au cours de l'année 1997, afin de lui permettre d'envisager l'organisation des élections locales pour le premier semestre 1998.

C'est dans ces conditions que s'ouvre la deuxième session de l'Assemblée nationale le 31 octobre 1997. Le 11 novembre de la même année débutent, les travaux de la commission des lois sur la deuxième lecture des lois N° 97-028 et 97-029. L'avancement de ces travaux a permis au Président de la République le 31 décembre 1997, dans son Message sur l'Etat de la Nation d'affirmer :

Le processus de décentralisation, amorcé avec la tenue des Etats généraux de l'administration territoriale en janvier 1993, a été concrétisé au cours de l'année 1997, par l'adoption des deux textes fondamentaux ... (loi N° 97-028 et loi N° 97-029). Je suis persuadé que ces deux importantes lois organiques seront bientôt complétées par l'adoption des trois projets de loi en instance au niveau de votre auguste assemblée, à savoir les projets de loi portant : régime électoral/municipal, régime financier des communes, organisation des communes à statut particulier. Dès lors, mon gouvernement s'emploie à mettre en place les structures de soutien et d'accompagnement de la réforme, par la création de la Direction générale de l'administration territoriale et des collectivités locales, de la Mission décentralisation et de la Maison des communes, véritables instruments techniques d'appui et d'encadrement de la décentralisation.

Du 26 au 27 janvier 1998, l'Assemblée nationale en deuxième lecture a procédé à l'adoption des lois N° 97-028 et 97-029 et adopte également la loi N° 98-005 portant organisation des communes à statut particulier. De plus, les 26 et 27 février de la même année, l'Assemblée nationale vote, en session extraordinaire la loi N° 98-006 portant régime électoral communal et municipal en République du Bénin et la loi N° 98-007 portant régime financier des communes.

Avec ces textes, l'ensemble du cadre légal de la décentralisation est adopté par l'organe législatif national. Ces textes sont transmis à la Cour constitutionnelle pour leur mise en conformité. Ainsi, le 03 mars 1998 d'une part, et, d'autre part, du 08 au 14 avril de la même année, la Cour suprême s'est penchée sur ces lois en faisant certaines observations. Ces dernières ont été intégrées au niveau de la commission des lois de l'Assemblée nationale le 04 mai 1998. Ceci a permis à l'institution de voter, le 04 décembre 1998, suite aux décisions de la Cour constitutionnelle du 21 octobre et pour mise en conformité avec la Constitution, de l'ensemble des lois à l'exception de la loi N° 98-006 portant régime électoral communal et municipal sur laquelle la Cour n'a pas encore statué.

Le 07 juillet 1999, la Cour constitutionnelle donne sa décision sur la loi N° 98-006 stipulant la nécessité d'une mise en conformité avec la loi 98-034 (loi-cadre élections). C'est alors que le 08 août de la même année, l'Assemblée nationale a engagé, en sa séance plénière de sa session extraordinaire de ce jour, des débats sur ladite loi. Loi qu'elle vota le 06 octobre 1999. Transmise à la Cour constitutionnelle, cette institution déclare le 24 novembre, cette loi non conforme à la Constitution les dispositions de l'élection des conseils de villages/quartiers de ville qui prévoient une *"consultation démocratique par désignation des membres des conseils en séance publique"*. L'Assemblée nationale procède le 14 février 2000 au vote en session extraordinaire en vue de la mise en conformité avec la DCC du 24 novembre 1999, de la loi 98-006. Ce n'est qu'après cela qu'en sa session du 03 mars 2000, par la décision N° DCC 00-017, la Cour constitutionnelle déclare :

Conforme à la Constitution en toutes ses dispositions la loi N° 98-006 portant régime électoral communal et municipal en République du Bénin adoptée par l'Assemblée nationale en ses séances des 05-02 et 27-07-1998 et réexaminée les 25-10-1999 et 14-02-2000 suite aux décisions DCC 98-032 du 31-03-1998, DCC 99 du 07-07-1999 et DCC 99-052 du 24-11-1999.

La promulgation de la loi N° 98-006 portant régime électoral communal et municipal a eu lieu le 09 mars 2000 et, le 03 mai de la même année, son approbation en Conseil des ministres, de la programmation des actions pour la mise œuvre de la réforme de l'administration territoriale. Les élections locales sont programmées pour le quatrième trimestre de l'année 2000. Mais, les préparatifs de la troisième élection présidentielle du renouveau démocratique prévue pour les 04 et 22 mars 2001 n'ont permis d'organiser comme prévu, les élections locales. Cependant, le 07 mars 2001, la communication N° 255/2001 en Conseil des ministres relative au point de l'état d'avancement du processus de décentralisation au Bénin disait :

Il est demandé au Ministère de l'intérieur, de la sécurité et de l'administration territoriale : (...) de respecter scrupuleusement le principe de l'utilisation de la même liste électorale pour les locales et les présidentielles de 2001 acquis au niveau du gouvernement, afin que les élections locales soient organisées dans un délai de moins de six mois après les présidentielles de mars 2001.

Après l'élection présidentielle de mars 2001, le décret N° 2001 -170 du 07 mai 2001 portant composition du gouvernement change le Ministère de l'intérieur, de la sécurité et de l'administration territoriale en Ministère de l'intérieur, de la sécurité et de la décentralisation. C'est dans cette logique que, du 19 au 20 juillet 2001 sur l'ordre du Président de la République Mathieu Kérékou, se sont tenues des journées de réflexion sur la décentralisation avec les partis politiques et la société civile. Ainsi, dans son Message à la Nation à la veille de la fête de l'indépendance du 1^{er} août, le Chef de l'Etat disait :

(...) Le défi prioritaire que nous avons à relever dans les mois à venir, se rapporte incontestablement à l'organisation, dans la paix, la transparence et la probité, des premières élections municipales de l'ère du renouveau démocratique.

Le Conseil des ministres adopte, en sa session du 22 août 2001, les premiers décrets d'application prévus par les lois de la réforme de l'administration territoriale suivants :

- Décret portant modalités d'application de la loi N° 98-006 portant régime électoral communal et municipal en République du Bénin ;
- Décret portant composition, attributions et fonctionnement de la conférence administrative départementale ;
- Décret portant statut du Secrétaire général de Mairie ;
- Décret portant modalités d'avance de trésorerie aux communes ;

- Décret fixant le cadre général du règlement intérieur du Conseil communal ;
- Décret portant composition, attributions et fonctionnement du Conseil départemental de concertation et de coordination et fixant le taux des indemnités de session et de frais de déplacement de ses membres ;
- Décret fixant la forme et les couleurs de l'insigne distinctif des membres des Conseils communaux ou municipaux.

En se fondant sur les recommandations de la conférence de février 1990, les Etats généraux de l'administration territoriale de 1993 ont jeté les bases qui doivent régir la nouvelle réforme de l'administration territoriale en République du Bénin. Les avant-projets de lois pris à cette assise, transmis au pouvoir législatif sont adoptés en 1999 et promulgués par l'exécutif en l'an 2000. Ainsi, cinq lois constituent le cadre juridique de la nouvelle réforme de l'administration territoriale au Bénin. Il s'agit de : la loi N° 97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'administration territoriale en République du Bénin, la loi N° 97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes en République du Bénin, la loi N° 98-005 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes à statut particulier, la loi N° 98-007 du 15 janvier 1999 portant régime financier des communes en République du Bénin, la loi N° 98-006 du 9 mars 2000 portant régime électoral communal et municipal en République du Bénin (République du Bénin, 2000, Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale, *Recueil des lois sur la décentralisation*. Mission de Décentralisation, 161 p.)

D'autres décrets, soit au total six sont venus en 2001, complétés ces différentes lois en mettant l'accent sur un certain nombre de points précis. Il s'agit du : décret N° 2001-409 du 15 octobre 2001 portant composition, attribution et fonctionnement de la conférence administrative départementale ; décret N° 2001-410 du 15 octobre 2001, portant modalités d'application de la loi N° 98-006 du 9 mars 2000 portant régime électoral communal et municipal en République du Bénin ; décret N° 2001-411 du 15 décembre 2001, portant composition, attributions et fonctionnement du conseil départemental de concertation et de coordination et fixant le taux des indemnités de session et des frais de déplacement de ses membres ; décret N° 2001-412 du 15 octobre 2001, portant statut du Secrétaire général de Mairie ; décret N° 2001-414 du 15 octobre 2001, fixant le cadre général du règlement intérieur du conseil communal ; décret N° 2001-415 du 15 octobre 2001, fixant la forme et les couleurs de l'insigne distinctif des membres des conseils communaux et municipaux.

En somme, cinq lois fondamentales constituent l'arsenal juridique de la réforme de l'administration territoriale opérée en République du Bénin à partir de l'année 1999. Le fait important à souligner est que chacune de ces lois revêt un contenu bien déterminé. Dans la mise en œuvre de la nouvelle réforme administrative au Bénin, certaines institutions ont vu le jour. Il s'agissait du Ministère de l'intérieur, de la sécurité et de la décentralisation, de la Direction générale de l'administration territoriale,

de la Mission de décentralisation et de la Maison des collectivités locales. Aujourd'hui, les mairies relèvent du Ministère de la décentralisation, de la gouvernance locale, de l'administration et de l'Aménagement du Territoire.

2.2-les réalités électorales au Bénin : le cas du département des Collines

2.2.1-Les critères d'éligibilité des élus locaux et des membres du bureau du conseil communal

Les Conseillers communaux du département des Collines, à l'instar, de leurs homologues des autres départements, tirent leur légitimité du verdict des urnes qui permet aux citoyens de les élire démocratiquement en leur confiant la gestion des affaires locales.

L'élection du Maire, de ses Adjoints et des Chefs d'Arrondissement s'effectue au sein du Conseil communal. Le code électoral béninois est constitué au plan législatif de la Loi N° 2000-18 du 03 janvier 2001 portant règles générales pour les élections en République du Bénin et la Loi N° 2002-22 du 28 août 2002 qui l'a modifié. Ces lois traitent de l'ensemble des règles générales applicables aux élections notamment des Conseillers locaux.

Le mandat des Conseillers communaux est de cinq ans renouvelables. Selon l'article 87 de la Loi N° 2002-22 du 28 août 2002, il faut avoir vingt-et-un an pour être éligible. Quant à l'article 91, l'élection des Conseillers s'effectue soit au scrutin de liste à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne dans les arrondissements disposant de deux sièges au moins, soit au scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans tout arrondissement ne disposant que d'un siège. Le siège à attribuer à chaque arrondissement est déterminé en divisant son chiffre de population par le quotient communal. L'article 95 de la même loi précise qu'il est attribué un siège au moins à chaque arrondissement quel que soit son chiffre de population. En effet, le souci du législateur est d'avoir une composition du Conseil communal représentative de l'ensemble des arrondissements.

C'est la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) qui gère tout le processus électoral relatif à l'élection des conseillers communaux et municipaux. Selon l'article 70, la CENA proclame les résultats des élections locales. En vertu de l'article 107, la Cour suprême est compétente uniquement pour connaître du contentieux des élections locales.

2.2.2- Les réalités électorales dans le département des Collines : les élections locales de 2002 et de 2008

Dans le département des Collines, il existe un processus qui abouti à la désignation des candidats qui auront à charge la gestion du pouvoir local. Il en est de même de l'élection du Maire et de ses Adjoints. La raison d'un tel consensus est simple. C'est en effet des populations qui vivaient ensemble

depuis des siècles¹⁹¹. Tous nos informateurs reconnaissent que ces populations utilisent les mêmes infrastructures socio-communautaires et éducatives. Elles vivent donc dans une fraternité et des liens de solidarité ethnique ou culturel unissent ces populations.

Ainsi, pour les positionnements des candidats sur les listes en décembre 2002, certains étaient bien lotis sur la liste Union du Bénin du Futur (UBF)¹⁹². Ces candidats bénéficiaient du soutien des cadres de la localité nommés au poste de ministre, de directeur général des sociétés publiques d'Etat ou des députés élus dans les 9^e et 10^e circonscriptions électorales¹⁹³. Ce sont ces hommes politiques qui ont financé la campagne de leur candidat.

Par contre, d'autres étaient soit allés en indépendant soit sur la liste RB (Renaissance du Bénin), parti d'opposition au Bénin de 1996 à 2001 et ne disposant pas suffisamment de ressources financières.

Sur les listes électorales de 2002 et 2008, ceux qui allaient en indépendants étaient soutenus par des cadres de leur localité *“qui ne sont bien enracinés dans l'UBF et que les populations estimaient”*¹⁹⁴.

En somme, pour l'élaboration des listes électorales ayant conduit au vote de décembre 2002, les critères dans le département des Collines étaient donc l'appartenance à un parti politique fort notamment l'UBF, la capacité financière du candidat ou de son ou ses parrain (s) politique (s), la coterie, l'équilibre interethnique, le poids démographique des villages composant un arrondissement, etc.

En avril 2008, c'est la coalition Forces Cauris pour un Bénin Emergent (FCBE) qui a dicté sa loi. Là encore, apparaissent les mêmes critères qu'en 2002. Seulement, il y a eu dans certaines communes, des primaires pour la désignation des candidats devant figurer sur la liste FCBE. Ces primaires ne regroupaient pas toute la population d'un arrondissement mais les figures de prou. Ainsi, à Dassa comme à Savè, Glazoué, Bantè ou Ouèssè, *“un comité de sages entendait, à tour de rôle, chaque arrondissement en présence du ou des candidats FCBE à retenir”*¹⁹⁵. C'était donc un consensus qui s'établissait autour des candidats en vue de la confection de la liste électorale.

Dans toutes les communes des Collines, pour l'élection des membres du Conseil communal, en dehors de la commune de Bantè où le groupe ethnique Yoruba-Nago donc les Itcha et Ifè dominent avec un pourcentage

¹⁹¹ La mise en place des populations des Collines a fait l'objet d'un excellent article du Professeur Sylvain C. Anignikin dans : « La gouvernance dans l'Afrique ancienne : perception et gestion du pouvoir chez les Kaaro-Odjiré des Collines du Moyen Bénin »

¹⁹² En 2002, les partis de la mouvance tels le PSD, FARD-ALAFIA, FORCE-CLE ont créé, pour soutenir les actions du Président Mathieu Kérékou réélu en 2001 et aussi, dans le cadre des élections locales, le regroupement UBF

¹⁹³ Dassa, Savalou et Bantè forment la 9^e circonscription électorale alors que Glazoué, Savè et Ouèssè constituent la 10^e.

¹⁹⁴ Informations recueillies le 14 septembre 2012 au bureau de Kouba André, Instituteur, Deuxième Adjoint au Maire de la commune de Savè (2002-2008) et Premier Adjoint au Maire de la même commune (2008-2013).

¹⁹⁵ Presque tous les informateurs sont unanimes sur ce processus qui a été suivi en 2008 dans le Département des Collines.

de 87,7%, le pouvoir local est partagé entre les groupes ethniques Yoruba-Nago et Fon.

En effet, les Idaasha et Mahi sont les deux ethnies dominantes dans les communes de Dassa, Savalou, Glazoué, Savè et Ouèssè. Ainsi, un consensus se forme autour du Maire et de ses Adjoints. A Dassa en février 2003 à la désignation des membres du Conseil communal, selon nos informateurs, *“Il a été estimé que si le Maire est Idaasha, son premier Adjoint doit être Mahi et Vice-versa”*. Ce schéma a été aussi observé à Savè où le Maire était Shabè, le premier Adjoint Mahi et le deuxième Adjoint Idaasha. A Glazoué par contre, ce schéma n’a pas été respecté en 2003 et c’est l’ethnie Idaasha qui a occupé les postes de Maires et de ses Adjoints. C’est en 2008, que *“la règle informelle”* a été observée à Glazoué. Ainsi, le Maire est Mahi et ses deux Adjoints Idaasha.

Le consensus ainsi établi se concrétise le jour de l’élection du Conseil communal. Mais, certains informateurs de Dassa soulignent que dans certains cas, il a fallu *“acheter des conseillers de l’autre camp avant d’obtenir la majorité absolue”*. La fraternité s’établit dans une diversité ethnique et de pluralisme politique en vue de gérer le pouvoir local.

III- LA GESTION DU POUVOIR LOCAL DANS LE DEPARTEMENT DES COLLINES

3.1- La commune de Bantè

La Commune de Bantè est située au nord-ouest du Département des Collines à 292 km¹⁹⁶ de Cotonou. Elle partage ses frontières avec les communes de Savalou au Sud, de Bassila au Nord, de Ouèssè et Glazoué (par la rivière agbado) à l’Est et la République du Togo à l’Ouest. D’une superficie de 2695 km², elle occupe environ les 19,44% du territoire des Collines, et les 2,49% du territoire national. Elle arrive en deuxième position après la commune de Ouèssè (3200 km²) du point de vue de la superficie au niveau du département.

L’actuelle région Ifè et Isha est progressivement mise en place grâce à des mouvements migratoires d’origine Ilé-Itcha, Oyo et Ilé-Ifè au Nigeria. La population Ifè et Isha (Nago de Bantè) a alors pour souche, l’ancien peuple Yoruba du Nigeria. Ce fait explique que la langue Ifè et Isha dérive du Yoruba et justifie l’intercompréhension linguistique et l’identité culturelle entre les Isha, les Yoruba, les Shabè et les Idasha. Les Ifè occupent onze (11) villages administratifs tandis que les Isha en occupent vingt trois (23). Au troisième recensement de 2002, la Commune de Bantè a une population estimée à 82.129 habitants. Elle contribue à la population du département des Collines pour 15,32%. Elle occupe la cinquième place du point de vue population après les communes de Savalou, Ouèssè, Dassa et Glazoué.

Les arrondissements dépassant dix mille habitants sont au nombre de trois. Il s’agit de : Bantè (15. 297 hbts), Gouka (13. 765hbts) et Pira (12. 377

¹⁹⁶ Atlas monographique du Bénin, 2001

hbts). Ce sont des arrondissements urbains avec les plus grands nombres de villages.

Dans cette commune dominent les peuples de l'aire culturelle Yoruba-Nago. Ainsi, selon le RGPH. Les proportions des groupes ethniques résidant dans la commune de Bantè se présentent comme suit : Yoruba-Nago (Itcha et Ifè) 87,7 ; Fon 5,1; Peulh 1,3 ; Yoa-Lokpa 1,2 ; Adja 1,1 ; Otamari 0,8; Dendi 0,7; Baatombu 0,2 ; Autres 1,9.

Plusieurs groupes socioculturels composent donc la population de la Commune de Bantè. Il s'agit, entre autres, des groupes allochtones qui sont venus constitués des peuples:

- Idaasha dans la ferme Odjougbilè dans l'Arrondissement d'Atokolibè ainsi que dans la ville de Bantè ;
- Mahi, Fon, Djerma et Ibo dans les grandes agglomérations de Bantè, de Gouka et de Pira ;
- Adja concentrés dans la ferme Adja-Pira et à Edahoué puis disséminés dans toute la Commune pour l'exploitation forestière ou agricole ;
- Holli sur la route de Lougba ;
- Peulh à Aletan, Gouka, Pira, Bobè et Djaigbalo ;
- Woama, Otamari, Lokpa et Yoa exclusivement préoccupés par l'activité agricole sont installés tout au long de la Route nationale inter-Etats (RNIE 3).

Toutes ces ethnies allochtones cohabitent pacifiquement avec les autochtones, Isha et Ifè qui les aident dans la prospérité de leurs affaires et dans la sauvegarde de leurs intérêts communs. Mais, elles ne sont pas encore représentées au conseil communal de Bantè.

La commune de Bantè a été érigée en District en 1978. L'ex- district de Savalou s'est donc vu amputé de certains de ses arrondissements. Ceux-ci formant depuis 2002, la commune de Bantè sont : Agoua, Akpassi, Atokolibè, Bantè, Bobè, Gouka, Koko, Lougba et Pira.

C'est dans ces conditions de diversité ethnique avec comme ethnie dominante, Isha et Ifè, toutes deux de l'aire culturelle Yoruba-Nago que s'organisent les élections. L'élection locale de 2002 avait connu la forte implication des leaders politiques comme Codjo Achodé, Francis Amoussou, Grégoire Laourou, etc. Après avoir appartenu à la Renaissance du Bénin, Codjo Achodé se désolidarise en créant son propre parti. En prenant donc l'indépendance politique vis-à-vis de Savalou, les populations de Bantè devraient, en principe, toutes se retrouver dans le parti d'Achodé. Pour certains informateurs, *c'est " l'élitisme, le leadership, les intérêts personnels et l'argent ont divisé les frères du même groupe ethnique, compromettent ainsi le développement de la région"*. Dans les six communes du département des Collines, c'est seulement Bantè qui s'est inscrit dans le ballet de destitution des premiers de la décentralisation (Dangnon, 2008 :90-91).

Les résultats des élections de décembre 2002, proclament 13 conseillers élus qui sont: Alassane O. Assoumanou, Justin A. Adido, Coffi Kpolihoué, Cossi N. Agbodji, Kodjo Koba, Cosme Catchon, Daouda Adouba, Fadé

Tchabi, Victor K. Tosso, Thimothée O. Mihpédo, Claver K. N. Abalo, François A. Oguidi et Hugues Bokini

Le Maire est Alassane O. Assoumanou et ses deux adjoints sont Cosme Catchon et Fadé Tchabi. Les Yoruba et apparentés (87,7%) dominant sans partage le pouvoir local.

En avril 2008, les 19 conseillers élus sont : Akobi K. Innocent, Odoubou Djembou Thimothée, Mikpédo Thimothée, Laourou S. Léandre, Ayaka Paul, Tchalla Victorin, Aguidi Alex, Kpolihoué Coffi, Kinnadoh Constant, Adouba Daouda, Odjilo Félix, Aballo N. Claver, Sanni Moustapha, Affo Théodule, Koba Codjo, Agba Claude, Edikon Etienne, Adido A. Justin et Aïnin Jean-Pierre.

Akobi K. Innocent est le Maire et ses deux adjoints sont respectivement Odoubou Djembou Thimothée et Mikpédo Thimothée. Une fois encore, les Yoruba et apparentés (87,7%) dominant sans partage le pouvoir local.

4.2- La commune de Dassa-Zoumè

La Commune de Dassa-Zoumé est limitée au nord par la commune de Glazoué, au sud par les communes de Zagnanado et Djidja, à l'est par les communes de Savè et de Kétou, à l'Ouest par la commune de Savalou. Elle est subdivisée en dix arrondissements (Akofadjoulé, Dassa I et II, Gbaffo, Kèrè, Kpingni, Lèma, Paouignan, Soclogbo et Tré) et soixante huit villages et quartiers de ville (non compris une multitude de hameaux plus ou moins peuplés).

La commune est administrée par un conseil communal élu et installé en mars 2003 pour un mandat de cinq ans. Il compte dix sept conseillers. Le Maire de la commune est assisté de deux adjoints. En 2008, le nombre de conseillers passaient à dix neuf.

Selon les résultats du RGPH3 réalisé en 2002, la population de la commune de Dassa est de 93.967 habitants soit 17,5% de la population du département des Collines. Les groupes ethniques ont les proportions suivantes : Fon 49,2 ; Yoruba 44,9 ; Peulh 2,3; Adja 0,7 ; Baatombu 0,2 ; Otamari 0,3; Dendi 0,3; Yoa-Lokpa 0,6; Autres 1,5. Les deux ethnies majoritaires sont donc les Idaasha et Mahi.

Les Idaasha sont originaires d' ILé-Ifè ou d'Oyo au Nigéria ; leur langue est voisine du Yoruba. Ils étaient les premiers occupants de la Commune et s'étaient établis de part et d'autres de la voie ferrée entre Glazoué et Atchérigbé. Autrefois, ils habitaient au sommet des collines pour échapper aux guerriers dahoméens (Anignikin 2010 : 5-6) ; aujourd'hui, ils s'établissent volontiers dans la plaine.

Les Mahi sont d'anciens pêcheurs de la province de l'Ouémé, de la région de Dovi¹⁹⁷ de l'aire culturelle Adja-Fon. Ils émigrèrent vers le Nord probablement au cours de la première moitié du XVIII^e siècle et se fixèrent sur la rive droite de l'Ouémé (Karl, 1984 : 244).

¹⁹⁷ Littéralement, "Do" signifie Filet et "Vi" veut dire enfant donc "Dovi" désigne "enfants des filets".

Tchabi, Victor K. Tosso, Thimothée O. Mihpédo, Claver K. N. Abalo, François A. Oguidi et Hugues Bokini

Le Maire est Alassane O. Assoumanou et ses deux adjoints sont Cosme Catchon et Fadé Tchabi. Les Yoruba et apparentés (87,7%) dominant sans partage le pouvoir local.

En avril 2008, les 19 conseillers élus sont : Akobi K. Innocent, Odoubou Djembou Thimothée, Mikpédo Thimothée, Laourou S. Léandre, Ayaka Paul, Tchalla Victorin, Aguidi Alex, Kpolihoué Coffi, Kinnadoh Constant, Adouba Daouda, Odjilo Félix, Aballo N. Claver, Sanni Moustapha, Affo Théodule, Koba Codjo, Agba Claude, Edikon Etienne, Adido A. Justin et Aïnin Jean-Pierre.

Akobi K. Innocent est le Maire et ses deux adjoints sont respectivement Odoubou Djembou Thimothée et Mikpédo Thimothée. Une fois encore, les Yoruba et apparentés (87,7%) dominant sans partage le pouvoir local.

4.2- La commune de Dassa-Zoumè

La Commune de Dassa-Zoumè est limitée au nord par la commune de Glazoué, au sud par les communes de Zagnanado et Djidja, à l'est par les communes de Savè et de Kétou, à l'Ouest par la commune de Savalou. Elle est subdivisée en dix arrondissements (Akofadjoulé, Dassa I et II, Gbaffo, Kèrè, Kpingni, Lèma, Paouignan, Soclogbo et Tré) et soixante huit villages et quartiers de ville (non compris une multitude de hameaux plus ou moins peuplés).

La commune est administrée par un conseil communal élu et installé en mars 2003 pour un mandat de cinq ans. Il compte dix sept conseillers. Le Maire de la commune est assisté de deux adjoints. En 2008, le nombre de conseillers passaient à dix neuf.

Selon les résultats du RGPH3 réalisé en 2002, la population de la commune de Dassa est de 93.967 habitants soit 17,5% de la population du département des Collines. Les groupes ethniques ont les proportions suivantes : Fon 49,2 ; Yoruba 44,9 ; Peulh 2,3; Adja 0,7 ; Baatombu 0,2 ; Otamari 0,3; Dendi 0,3; Yoa-Lokpa 0,6; Autres 1,5. Les deux ethnies majoritaires sont donc les Idaasha et Mahi.

Les Idaasha sont originaires d' ILé-lfè ou d'Oyo au Nigéria ; leur langue est voisine du Yoruba. Ils étaient les premiers occupants de la Commune et s'étaient établis de part et d'autres de la voie ferrée entre Glazoué et Atchérigbé. Autrefois, ils habitaient au sommet des collines pour échapper aux guerriers dahoméens (Anignikin 2010 : 5-6) ; aujourd'hui, ils s'établissent volontiers dans la plaine.

Les Mahi sont d'anciens pêcheurs de la province de l'Ouémé, de la région de Dovi¹⁹⁷ de l'aire culturelle Adja-Fon. Ils émigrèrent vers le Nord probablement au cours de la première moitié du XVIII^e siècle et se fixèrent sur la rive droite de l'Ouémé (Karl, 1984 : 244).

¹⁹⁷ Littéralement, "Do" signifie Filet et "Vi" veut dire enfant donc "Dovi" désigne "enfants des filets".

Les 17 élus locaux en 2002 sont : Mathias Tossou, Adrien K. Akpo, Pierre S. Adjaoké, Victor Houndonougbo, Pierre Akpalo, Bernard Tossou, André I. Dassoundo, Léon Akpo, Fidèle Agbognihoué, André E. Gbadi, Oscar Djigbéoudé, Sylvestre Montcho, Lucien M. Donou, Maxime Adoukonou, Codjo B. Afora, Innocent C. Fayalo et Ferdinand Assogba.

En 2003, le Maire élu est Mathias Tossou (Idaasha) et ses deux adjoints sont Victor Houndonougbo (Mahi) et Léon Akpo (Idaasha). Les groupes ethniques Fon et apparentés (49,2%) et, Yoruba et apparentés (44,9%) partagent le pouvoir local. En 2008, le Maire est Adjinda Benjamin (Idaasha) et ses deux Adjoints sont respectivement Avodagbé Dèwanou (Mahi) et Agbassa Pierre (Idaasha).

4.3- La commune de Glazoué

Cette commune est limitée au Nord par Ouèssè et Bassila, au Sud par Dassa, à l'Est par Ouèssè et Savè et à l'Ouest par Bantè et Savalou. Elle regroupe plusieurs groupes ethnies dont les Idaasha et Mahi sont les deux sont majoritaires. Selon le RGPH de 2002, cette commune a une population de 90.475 habitants et les groupes ethniques et apparentés se présentent comme suit : Yoruba 48,8 ; Fon 42,1 ; Peulh 2,0 ; Adja 1,8 ; Baatombu 0,1 ; Otamari 1,7 ; Dendi 0,4 ; Yoa-Lokpa 1,4 ; Autres 1,6.

Toujours en 2002, il a été dénombré 48 villages et quartiers plus 10 arrondissements. Les 10 arrondissements sont : Aklampa, Assanté, Glazoué, Gomé, Kpakpaza, Magoumi, Ouèdèmè, Sokponta, Thio, et Zaffé. En dehors de Glazoué qui est un melting-pot d'ethnies mais dont les deux majoritaires sont les Idaasha et le Mahi, les Idaasha occupent 5 arrondissements (Gomé, Kpakpaza, Magoumi, Sokponta, et Zaffé) et les Mahi peuplent les 4 autres restants à savoir Aklampa, Assanté, Ouèdèmè et Thio.

Aux élections de 2002, les 15 membres de l'Assemblée locale sont : Isidore K. Affoukou, Alphonse A. L. Arounlandji, Valentin A. Dossou, Marius A. J. Kantchédé, Djim E. Atchikpa, Marc A. Okry, Théophile D. Agossou, Hyacinthe O. Tchokpon, Agossou F. A. Bachola, Cossi E. Attadé, Frédéric C. Zounma, Raphaël A. Blalogoé, Pierre A. Dètongnon et Joseph Gangbé.

Le Maire est Djim E. Atchikpa et ses deux adjoints sont Marc A. Okry et Théophile D. Agossou. Les groupes ethniques Yoruba et apparentés (48,8%) et, Fon et apparentés (42,1%) partagent le pouvoir local. Seulement que les Idaasha occupent respectivement les postes de Maire et du Premier Adjoint ; ce qui n'est pas observé dans la commune de Dassa qui a la même configuration ethnique que Glazoué. C'est en 2008 que le principe informel de Daasa est respecté à Glazoué. Ainsi, le Maire élu était Gnacadja Laurent de l'ethnie Mahi et ses deux Adjoints de l'ethnie Idaasha sont respectivement Bacholla François d'Assise et Ayéko Mathias.

4.4- La commune de Ouèssè

Géographiquement, la Commune de Ouèssè s'étend entre les fleuves Okpara à l'Est et Ouémé à l'Ouest sur une superficie d'environ 3200 km². Elle partage ses frontières au Nord avec la commune de Tchaourou, au Sud avec les communes de Savè et de Glazoué, à l'Ouest avec celles de Bantè et de Bassila, et à l'Est avec la République du Nigéria.

Cette commune de Ouèssè a une population estimée par le RGPH3¹⁹⁸ de 2002 à 96 850 habitants. Les Shabè et les Mahi sont les deux ethnies qui cohabitent sur l'espace communal de Ouèssè. Les premiers, les Shabè sont plus concentrés à l'Est alors que les seconds, les Mahi, à la recherche de terres fertiles pour les activités agricoles, sont plus présents à l'Ouest. Selon le RGPH de 2002, les groupes ethniques et apparentés se présentent comme suit : Fon 44,8 ; Yoruba 35,3 ; Otamari 6,2 ; Yoa-Lokpa 5,5 ; Adja 0,9 ; Baatombu 0,9 ; Peulh 4,4 ; Dendi 0,4 ; Autres 1,7. On se rend compte que, comme les Mahi, la recherche de terres fertiles a amené les populations du département de l'Atacora¹⁹⁹ à s'installer dans la commune de Ouèssè pour les activités agricoles.

A Ouèssè, les informateurs sont unanimes sur le fait que :

Pendant longtemps, les deux groupes majoritaires, les Shabè et Mahi, ont pratiqué une politique peu unificatrice qui a freiné tout brassage indispensable à la création d'une synergie sociale. Ce blocage entraîne une fragilité sociale permanente qu'il urge d'endiguer pour un développement harmonieux de la commune.

Conformément à l'article 7 de la loi 97-028 du 15 Janvier 1999 portant organisation de l'Administration territoriale de la République du Bénin, la commune de Ouèssè fixée sur l'ancien ressort territorial de la sous-préfecture de Ouèssè est composée de 09 arrondissements et de 39 villages administratifs. Les arrondissements sont : Ouèssè, Kilibo, Challa-Ogoï, Kèmon, Djègbé, Odougba, Gbanlin, Laminou et Toui.

Les élections communales de décembre 2002 proclament les 15 élus communaux qui sont : Louis Saliou, Epiphane Yaï, Germain A. A. Achadé, Bandélé Adékounlè, Clément Hounnovi, Firmin I. Akpo, Zacharie S. Makponsè, Worou E. Mama, Daouda B. Karimou, Adolphe A. Agani, Alphonse T. Tossou, Gaston D. K. Sossou, Samuel Taïo, Victor K. Bloh et Victor S. Ahouétché.

¹⁹⁸ Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat, organisé en 2002

¹⁹⁹ La proportion occupée par les populations de l'Atacora (environ 12%) dans la commune de Ouèssè a conduit en 2010, le Ministre des Mines, de l'énergie et de la recherche pétrolière, Bathélémy Kassa, un natif de l'Atacora, à construire pour ses pairs dans l'arrondissement de Ouèssè, un marché de choucoutou, la boisson locale préférée des peuples de l'Atacora. Ce marché, inauguré en octobre 2010 avec le Ministre des enseignements maternel et primaire, Félicien CHABI ZACHARIE, natif de la commune de Ouèssè, représentait une action politique car on était à la veille des élections présidentielles de mars 2011. Mais, c'est aussi un acte de développement communautaire.

En février 2003, la gestion du pouvoir local est assurée par un Conseil communal, organe délibérant, avec à sa tête le Maire Daouda B. Karimou (Shabè) assisté de deux adjoints, respectivement Bloh Victor et Sossou Gaston, tous deux Mahi. Les groupes ethniques Fon et apparentés (44,8%) et, Yoruba et apparentés (35,3%) dominent et partagent le pouvoir local. En 2008, le même schéma a été observé dans la composition du Conseil communal. Ainsi, le Maire est Taïo Samuel (Shabè) et ses Adjoints, Sogbo Sossa et Aholou Alobakin (Mahi).

4.5-La commune de Savalou

L'actuelle commune de Savalou partage ses frontières avec les communes de Dassa-Zoumè et de Glazoué à l'Est; de Djidja au Sud, de Bantè au Nord et la République du Togo à l'Ouest. Elle reste dominée par deux grands groupes ethniques à savoir les Fon et Yoruba. Ainsi, les principaux groupes socioculturels qui se partagent le territoire communal sont :

- le groupe Fon et apparentés constitué notamment des Mahi et représentant 58% de la population totale ;
- le groupe Yoruba et apparentés : les Ifè à l'Ouest, les Itcha au Nord et Idaasha à l'Est, soit 32% ;
- les groupes ethniques issus des migrations récentes à savoir: les Yoa-Lokpa (2,3%), Peul (2,2%), Otamari (2,5%) Dendi et Baatonu (0,9%) et autres.

Avec la conquête du Royaume du Danxomè en 1894 et à la suite des traités de protectorat signés entre les peuples des Collines et la France, Savalou a été érigé en cercle du moyen Dahomey. Ainsi, il avait à sa tête un administrateur colonial, le commandant de cercle. Il regroupait les cantons de Savè, Savalou, Dassa-Zoumè, Ouèssè, Kilibo, Djalloukou, Mahi, Bantè, et Manigri ; le chef-lieu étant Savalou (Cornevin : 1981 : 414-417).

Le cercle de Savalou- Carnotville couvrait aussi toute la région du Zou-Nord actuelle et quelques communes du Nord-Bénin (Bassila, Tchaourou).

Après l'indépendance, la réforme de 1960 a créé les sous-préfectures de Savalou, de Savè et de Dassa-Zoumè. Celle de 1978 a donné naissance aux sous-préfectures de Bantè, de Glazoué et de Ouèssè issues respectivement des trois ex-sous-préfectures de 1960.

Avec le RGPH de 2002, la commune de Savalou est administrativement subdivisée en quatorze arrondissements dont quatre urbains (Aga, Agbado, Attakè et Ouèssè). Elle comprend dix sept quartiers de ville et cinquante-deux villages.

Cette commune a une population de 104 749 habitants (RGPH-2002), répartie dans quatorze arrondissements que sont : Savalou Aga (11 648 habitants) ; Savalou-Agbado (9.575 habitants) ; Savalou-Attakè (7.729 habitants) ; Djalloukou (6 490 habitants) ; Doumè (13.592 habitants) ; Gobada (4.676 habitants) ; Lahotan (6 134 habitants) ; Lèma (6 979 habitants) ; Logozohè (4 424 habitants) ; Monkpa (2 854 habitants) ; Ouèssè (6 801 habitants) ; Ottola (6 089 habitants) ; Tchetti (8 284 habitants) et Kpataba (9 474 habitants).

Les dix élus communaux de 2002 ont pour nom : Emile Fagla, Prosper Y. Iroukora, Mamatou K. Acakpo, Laurent Y. Hougla, Boniface Vissoh, Bertin Nanoukon, François P. Kouami, Urbain Gbaguidi, Vincent Gbaguidi, Ahogla Tossou, Vidjigni D. Hounsa, Joseph O. Lokossou, Paul Dossou, Gnimavo Maffon, Bonaventure D. Afflé, Akakpo Kotchikpa et Isidore L. Fadjèbè.

En février 2003, le Maire élu est Boniface Vissoh (Mahi) et ses deux adjoints sont Prosper Y. Iroukora (Ictha) et Vidjigni D. Hounsa (Mahi). Les groupes ethniques Fon et apparentés (55,5%) et, Yoruba et apparentés (33,5%) dominant et partagent le pouvoir local. Le même schéma s'observe textuellement en 2008 avec comme Maire Gbaguidi Urbain et Adjoints Agbala Cossi et Sounlin Dominique.

4.6-La commune de Savè

La commune de Savè est originellement habitée par les peuples Yoruba venus d'Illé-Iffè. Ils se font appelés Nago ou Shabè. Pour des raisons économiques notamment à la recherche de terres fertiles, les Fon et Idaasha sont venus s'installer dans cette commune. La Société sucrière de Savè a aussi fait drainer, à partir de 1978, des populations Adja, Otamari, Woama, etc.

Cette commune est limitée au Nord par la commune de Ouèssè, au Sud par la commune de Kétou, à l'Est par la République du Nigéria et à l'Ouest par les communes de Dassa et de Glazoué. Elle est constituée de huit arrondissements dont trois urbains et cinq ruraux. Ces arrondissements sont subdivisés en vingt quatre villages et quatorze quartiers de ville soit un total de trente huit villages.

Savè a été, à l'époque coloniale, chef-lieu de canton. Le chef-lieu a été transformé en sous préfecture puis district après l'indépendance de 1960. Depuis la réforme administrative de 1999, Savè est le chef-lieu de commune qui compte huit arrondissements dont trois urbains et cinq ruraux. Il s'agit de : Adido, Bessé, Boni, Kaboua, Offè, Okpara, Plateau, Sakin.

Selon le RGPH3 de Février 2002, la population de la commune de Savè est estimée à 67. 753 habitants. Les grands groupes ethniques se présentent comme suit : Yoruba et apparentés : 57,4 ; Fon et apparentés : 29,6 ; Peulh et apparentés : 3,4 ; Adja et apparentés : 1,7 ; Baatombu et apparentés : 0,6 ; Otamari et apparentés : 3,4; Dendi et apparentés : 0,4; Yoa-Lokpa et apparentés : 1,4; Autres 2,2.

Les treize conseillers locaux issus des urnes de décembre 2002 sont : Guy C. Koudjangnihoué, Kouagou N'Dah, Zacari A. Bachabi, Victor K. Adéyèmi, Félix C. Adimi, Théophile Adjibodé, Justin Agbodjo, André Kouba, Hubert Gbaguidi, Christophe B. Olayé, Fatouma Yacoubou, Frédéric Dagbédji et Samuel Awo.

Le Maire est B. Christophe Olayé (Shabè) et ses deux adjoints sont Guy C. Koudjangnihoué (Mahi) et Zacari A. Bachabi (Shabè). Les groupes ethniques Yoruba et apparentés (57,4%) et, Fon et apparentés (29,6%) dominant et partagent le pouvoir local.

En 2008, le même schéma est observé à propos de la composition du conseil communal. Cependant l'élu Idaasha de ce conseil est du groupe ethnique Yoruba et apparentés. Ainsi, le Maire est Adimi Félix (Shabè) et ses Adjoints sont Kouba André (Idaasha) et Yacoubou Fatouma (Shabè). C'est donc le seul groupe ethnique Yoruba et apparentés qui domine et dirige sans partage avec les autres groupes ethniques, le pouvoir local.

CONCLUSION

Avec les réformes territoriales de 1999 au Bénin, l'administration locale comporte trois niveaux à savoir la commune, l'arrondissement, le village ou quartier de ville. Le village ou quartier de ville est administré par un Chef de village ou de quartier, l'arrondissement par le Chef d'arrondissement et la commune par le Conseil communal ayant à sa tête le Maire.

Les différentes unités administratives sont composées de plusieurs ethnies dont deux au moins sont dominantes. Dans les communes du département des Collines du Moyen-Bénin, en dehors de la commune de Bantè où dominent les peuples Yoruba avec 87% de la population totale, les cinq communes restantes sont majoritairement peuplées des Yoruba et Mahi. Cette diversité ethnique et socioculturelle devrait en principe favoriser le développement local à l'ère de la décentralisation au Bénin depuis 2002. Mais, les questions d'intérêt particulier comme la recherche de leadership dans son ethnie amène les hommes politiques à diviser les populations entre elles-mêmes. L'ethnie est donc dangereusement utilisée à des fins politiques ne concourant pas à la gouvernance démocratique locale. Le conseil communal se trouve bloqué et dans ces conditions, il n'y a pas de développement.

Malgré la coexistence pacifique entre les différentes ethnies dans les différentes communes, on note cependant quelques antagonismes au sein de la société autour des questions domaniales. Il y a, le plus souvent, des incompréhensions entre collectivités autochtones d'une part et, d'autre part entre collectivités autochtones et allogènes autour de certains domaines en litiges. C'est le cas à Savè, Dassa et Glazoué.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Sources

Sources orales

Liste des personnes interrogées au cours de l'enquête du 10 au 15 septembre 2012

N°	Nom et Prénoms	Age	Ethnie	Profession/Fonction	Adresse
DASSA-ZOUME					
1.	AKPO Codjo Léon		Idaasha	Enseignant d'Histoire-Géographie, Directeur du CEG1 de Dassa, ex DAM de Dassa et actuellement CA de Dassa1	96694029 / 95932716
2.	OBALE Salomon		Idaasha	CST Dassa	

3.	AVODAGBE Dèwanou		Mahi	PAM Dassa	97778112
4.	GBADI André	52 ans	Idaasha	Administrateur Civil, S.G. de la mairie de Dassa- Zoumé	95866654
5.	ALAGBE Antoine		Idaasha	Agent de la SBEE puis de la S.S.S. en retraite	
6.	Sa Majesté JAGU EGBAKOTAN II		Idaasha	26è roi des 41 Collines	
7.	FAGNON Comlan Paul	48 ans	Idaasha	Acteur de la Société Civile revendeur de lubrifiants	
GLAZOUÉ					
8.	OLABODE John	39 ans	Idaasha	CSPD/ Mairie de Glazoué	
9.	OTCHOUN GBEGNON Elie	45 ans	Idaasha	CST/ Mairie de Glazoué	
10.	DOSSA Guillaume	40 ans	Mahi	SDLP/ Mairie de Glazoué	
SAVALOU					
11.	Sa Majesté TOSSOH GBAGUIDI XIII		Mahi	Roi de Savalou	
12.	GBAGUIDI ALIA Ernest	53 ans	Mahi	Instituteur, Chargé de mission du Maire de Savalou	97456510 / 64025655
13.	GBAGUIDI A. SEDO Léon	81ans	Mahi	Agent du MAEP à la retraite	
14.	GBAGUIDI Hilaire	59 ans	Mahi	Président ADEPCS/ Savalou	
15.	GBAGUIDI Pierre		Mahi	Sociologue	97198988
16.	FATIOU Boris	39 ans	Nago	Agent RFU / Mairie de Savalou	
BANTÉ					
17.	ONI GNANKOTAN Félicien		Itcha	Chef de service Etat civil / Mairie de Banté	
18.	BALLEY Appolinaire		Itcha	CDPSE/ Mairie de Banté	
19.	EDENAKPO Serge		Itcha	CSPDL/ Mairie de Banté	
SAVÈ					
20.	ADAM Ibraïm		Tchabè		95352285
21.	BIAOU Abel		Tchabè	ADT Mairie de Savè	95394350
22.	OFFIN C. Nicolas		Tchabè	C/SECD	95366472
23.	OKOUNYODE O. A. Joseph		Tchabè	SGA Mairie de Savè	95666842
24.	TCONIBARE Gafarou		Tchabè	SG Mairie de Savè	95350705
25.	BIAOU Modjibatou		Tchabè	Stagiaire Mairie de Savè	95176968
26.	AWO A. Joseph		Idaasha	C/SEA	95401479
27.	KOUBA André		Tchabè	PAM Mairie de Savè	95341990
OUESSE					
28.	ANATOHON Euloge		Mahi	SG Mairie Ouessè	95498817
29.	AHOSSI AKPOVI Christophe		Mahi	C/SECPAS Mairie Ouessè	64729273
30.	GLAWOU Jules		Mahi	C/SAD Mairie Ouessè	95382298
31.	BANKOLE Justin		Shabè	C/STA Mairie Ouessè	95080872
32.	SOSSOU Gaston		Mahi	C/SC-SE Mairie Ouessè	95710429
33.	KOUDAMILORO Laurent		Shabè	C/SAGPIC	95876614/ 96576080

34.	CHABI Daniel		Shabè	C/SAF Ouessè	Mairie	95366226
35.	ADEGOKE Latifatou		Shabè	C/SADE Ouessè	Mairie	95382391

Documents d'archives

Assemblée nationale, discours d'ouverture de la première session ordinaire du 7 avril 1997 par le Président Bruno Amoussou.

Cour constitutionnelle. Décision N° DCC00-017 du 03 mars 2000.

Conseil des ministres, décisions de la session du 22 août 2001.

Conseil des ministres. Communication N° 255/2001 relative au point de l'état d'avancement du processus de décentralisation au Bénin.

Loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin.

Loi N° 2000-18 du 03 janvier 2001 portant règles générales pour les élections en République du Bénin.

Loi N° 2002-22 du 28 août 2002 portant règles générales pour les élections en République du Bénin.

Message sur l'état de la nation le 31 décembre 1997 par le Président Mathieu Kérékou.

Message à la nation béninoise le 31 juillet 2001 du Président Mathieu Kérékou.

Bibliographie

Agenda des communes du Bénin. 2010, 97p.

ANIGNIKIN « La gouvernance dans l'Afrique ancienne : perception et gestion du pouvoir chez les Kaaro-Odjiré des Collines du Moyen-Bénin », In *IMO IRIKISI*, VOL.2, N° 2, Décembre 2010, pp : 3-14.

CORNEVIN, R., 1981, *La République populaire du Bénin. Des origines dahoméennes à nos jours*. Paris, G. P. Maisonneuve et Larose, 584 p.

DANGNON (V.M.), 2008, *La décentralisation au Bénin. Mémoires d'un premier quinquennat*, Imprimerie TUNDE, Cotonou, Bénin, 156p.

KARL, E., 1970, *Les traités de protectorat français dans le Dahomey, 1892-1894*.

Thèse de Doctorat de 3^{ème} cycle, Université de Toulouse, Tome 1 : 308 p. et Tome 2 : 602 p.

KARL-AUGUST (E.). « Les populations du Mono béninois (esquisse historique) », 1984, pp : 243-268. In : de MEDEIROS (F.), (Dir), *Peuples du Golfe du Bénin (Aja-Ewé)*, Karthala, Paris, 328p.

REPUBLIQUE DU BENIN, 1993, *Etat généraux de l'administration territoriale au Bénin*, Cotonou, MISAT, 208p.

REPUBLIQUE DU BENIN, 2000, Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale, *Recueil des lois sur la décentralisation*. Mission de Décentralisation, 161 p.

REPUBLIQUE DU BENIN, 2003, Ministère chargé du Plan, de la Prospective et du Développement, Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique, *Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat. Résultats définitifs. Caractéristiques générales de la population*. 2003, Cotonou, UNICEF, DDC, DED, 516 p.

REPUBLIQUE DU BENIN, 2003, Ministère de l'intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation. *Présentation des communes*, Mission de Décentralisation/ Union Européenne, 119 p.